

un « pays des merveilles »  
acré, et au-dessus de tout  
u'il soit considéré comme  
orte quelle autre, soumis  
ies examens. Les points de  
osell sont liés de manière  
'un même développement  
spectacle comme forme  
culture. Ce qui avait com-  
de conférer au sport une  
me d'en faire un substitut  
outit à sa démythification,  
le du divertissement.

## DÉCADENCE DU SYSTÈME ÉDUCATIF

*Propagation de l'abrutissement*

L'extension de la scolarité aux groupes sociaux qui en étaient jadis exclus est l'un des phénomènes les plus frappants de l'histoire moderne. Les développements qui se sont produits dans ce domaine en Europe occidentale et aux États-Unis, dans le courant des deux derniers siècles, donnent à penser que l'éducation de masse constitue l'un des principaux fondements de la croissance économique ; dans le reste du monde, les modernisateurs tentent de faire de même. La foi dans le pouvoir merveilleux de l'enseignement est l'une des composantes les plus durables du progressisme ; elle fut assimilée même par les idéologies hostiles à ce dernier. Pourtant, la démocratisation de l'enseignement n'a pas accompli grand-chose qui justifie cette foi. Elle n'a ni permis au peuple dans son ensemble de mieux comprendre la société moderne, ni amélioré la qualité de la culture populaire, ni enfin réduit l'écart entre riches et pauvres. En revanche, elle a contribué au déclin de la pensée critique et à l'abaissement des niveaux intellectuels. Cette situation nous oblige à nous demander si l'éducation de masse, en fait – et comme les conservateurs l'ont toujours affirmé – n'est pas incompatible avec le maintien d'un enseignement de qualité.

Qu'ils soient conservateurs ou radicaux, les critiques du système éducatif s'accordent sur un point essentiel : les critères d'excellence intellectuelle sont, par nature, élitistes. Les radicaux attaquent l'enseignement tel qu'il est pratiqué, parce qu'il perpétue une culture littéraire démodée, un mode de penser « linéaire » lié à la chose écrite, qu'il s'efforce d'imposer aux masses. Dans cette perspective, les efforts effectués pour maintenir un bon niveau d'expression littéraire et de cohérence logique ne serviraient qu'à maintenir dans l'ignorance la vaste majorité de la population. Ainsi, sans le vouloir, en matière d'enseignement, le radicalisme fait écho au conservatisme. Ce dernier postule que les gens du peuple ne peuvent espérer maîtriser l'art du raisonnement ou parvenir à s'exprimer clairement ; les familiariser de force à l'enseignement secondaire ou universitaire aboutit inévitablement à l'abandon des critères intellectuels rigoureux. Les radicaux adoptent, en réalité, le même point de vue, mais justifient l'abaissement des niveaux d'enseignement, étape nécessaire sur la voie de l'émancipation culturelle des opprimés.

Contraints de choisir entre ces deux positions, ceux qui croient que la pensée critique est une précondition indispensable à toute amélioration sociale ou politique pourraient bien être amenés à désespérer de la possibilité même d'un progrès quelconque, et à se ranger du côté des conservateurs : ceux-ci sont au moins capables d'identifier la détérioration de l'intellect quand elle apparaît, comme le nez au milieu du visage, et ils ne tentent pas de la déguiser en libération. Néanmoins, l'interprétation des conservateurs est beaucoup trop simple. Les niveaux d'enseignement baissent même dans les universités de Harvard, Yale et Princeton, qu'on ne peut guère qualifier d'institutions d'éducation de masse<sup>1</sup>.

« Les professeurs de Harvard ne s'intéressent pas à l'enseignement », déclare un rapport rédigé par un comité de ces mêmes professeurs. Selon une étude sur l'éducation générale à l'université de Columbia, les enseignants ont perdu « tout bon sens lorsqu'il s'agit d'évaluer le degré d'ignorance qui est inacceptable ». En conséquence, « des étudiants lisant Rabelais croient que les troubles sociaux qu'il décrit se réfèrent à la révolution de 1789. Une classe de vingt-cinq élèves n'avait jamais entendu parler du complexe d'Œdipe – ni d'Œdipe lui-même. Un seul étudiant d'une classe de quinze connaissait la décennie, sinon la date, au cours de laquelle s'était produite la révolution russe. »

On ne doit pas cependant attribuer le déclin des connaissances uniquement à l'échec du système d'éducation. Dans la société moderne, l'école sert surtout à former les gens à travailler ; or, la plupart des professions, même à des niveaux de rémunération élevés, n'exigent plus un haut niveau de compétence technique ou intellectuelle. Elles sont principalement une routine et demandent si peu d'initiatives et d'esprit inventif que quiconque réussit les études appropriées se trouve surqualifié par rapport à la plupart des postes disponibles. On voit que la détérioration du système d'éducation reflète des conditions sociales où l'initiative, l'esprit d'entreprise et le besoin psychologique de réussir ne sont plus de mise.

Contrairement aux affirmations de la plupart des théoriciens de l'éducation, et de leurs alliés des sciences humaines, la société industrielle avancée ne repose plus sur une population conditionnée à désirer la réussite. Elle exige plutôt un peuple abruti, résigné à effectuer un travail sans intérêt et de mauvaise qualité, et disposé à ne chercher satisfaction que dans les heures consacrées au

loisir. C'est tout au moins ce que croient, sans toujours le dire, ceux qui tiennent en main la plus grande partie du pouvoir en Amérique.

Comme Richard P. Blackmur en faisait la remarque en 1954 :

La crise de notre culture tire son origine de la fausse croyance selon laquelle la société ne réclame que peu d'esprits capables de créer et de faire fonctionner les machines, mais exige, en revanche suffisamment de nouveaux illettrés pour que les autres machines – celles des mass media – puissent les exploiter. C'est sans doute la forme de société la plus coûteuse et la plus gaspilleuse de talents que l'espèce humaine ait jamais créée<sup>2</sup>.

Le bien-fondé de l'analyse de Blackmur n'a fait que se confirmer avec le temps. Il écrivait à la veille d'une expansion sans précédent des institutions universitaires, mais il sut voir au-delà ; il a prédit le reflux du nombre des étudiants et la dépression qui affecte le milieu universitaire depuis les années 1970. Il a associé ce phénomène au surplus de talents, endémique dans la société industrielle moderne.

L'excès de qualifications qui se manifeste dans le prolétariat universitaire d'Europe occidentale [c'est-à-dire le nombre sans cesse croissant d'individus sortant des institutions d'études supérieures qui trouvent qu'« il n'y a rien de sérieux à faire pour eux, eu égard à leur formation »] n'est qu'une forme avancée du surplus qui apparaîtra en 1970, au plus tard, en Amérique.

L'économie des États-Unis n'a, en effet, plus besoin d'un grand nombre de travailleurs hautement qualifiés – ce dont témoigne éloquemment le chômage qui sévit de plus en plus sévèrement parmi les gens pourvus de licences, de maîtrises et de doctorats. Dans le même

ordre d'idées, il faut noter que le pouvoir politique ne cherche plus à s'enrober de justifications philosophiques. Le statu quo n'a même plus besoin d'être défendu par le patriotisme, l'inculcation du sentiment national qui était l'une des tâches traditionnelles les plus importantes de l'école. La détérioration de l'enseignement de l'histoire, des sciences politiques et de la philosophie reflète le statut de plus en plus marginal qu'elles occupent dans l'appareil de contrôle social.

### *L'atrophie de la compétence*

L'enseignement traduit donc les profonds changements sociaux, qui sont à la base de l'effondrement du système d'éducation et de la propagation de la stupidité qui en résulte. L'éducation de masse, qui se promettait de démocratiser la culture, jadis réservée aux classes privilégiées, a fini par abrutir les privilégiés eux-mêmes. La société moderne, qui a réussi à créer un niveau sans précédent d'éducation formelle, a également produit de nouvelles formes d'ignorance. Il devient de plus en plus difficile aux gens de manier leur langue avec aisance et précision, de se rappeler les faits fondamentaux de l'histoire de leur pays, de faire des déductions logiques, de comprendre des textes écrits autres que rudimentaires, et même de concevoir leurs droits constitutionnels. Les traditions populaires d'autonomie de l'individu ont fait place à des connaissances ésotériques gérées par des experts ; comment ne pas croire, dès lors, qu'une compétence suffisante dans quelque domaine que ce soit, y compris l'art de se gouverner soi-même, est hors de la portée de l'homme ordinaire ? Les niveaux scolaires baissent, les victimes d'un enseignement médiocre en

viennent à croire à la mauvaise opinion que les experts ont de leurs capacités ; pendant ce temps, les pédagogues se plaignent d'avoir des élèves à qui on ne peut rien enseigner.

Des études répétées permettent de mesurer le déclin régulier des capacités intellectuelles fondamentales<sup>3</sup>. En 1966, les élèves en fin d'études secondaires aux États-Unis obtenaient une moyenne de quatre cent soixante-sept points dans la section verbale du test d'aptitude scolaire, ce qui n'était pas particulièrement brillant. Dix ans plus tard, la moyenne tombait à quatre cent vingt-neuf points. Dans la partie mathématique du test, la moyenne passait de quatre cent quatre-vingt-quinze à quatre cent soixante-dix. De nombreux éditeurs ont simplifié les manuels scolaires ; en effet, on se plaignait qu'une nouvelle génération d'élèves, nourris de télévision, de cinéma, et de ce qu'un pédagogue appelle « les fabricants d'antilangage de notre culture », trouvait les manuels actuels inintelligibles. Certains observateurs attribuent ce déclin des capacités intellectuelles au fait qu'un plus grand nombre d'élèves, en provenance d'ethnies minoritaires et des classes défavorisées, passent des tests et vont à l'université, ce qui abaisserait le niveau moyen des résultats. Affirmation réactionnaire et erronée, car la proportion de ces étudiants n'a pas changé au cours des dix dernières années. De plus, ce déclin n'est pas particulier aux écoles secondaires et aux institutions intermédiaires entre celles-ci et l'université (*Community Colleges* et *Junior Colleges*) ; il atteint aussi les universités prestigieuses. Chaque année, 40 à 60 % des étudiants qui entrent à l'université de Californie sont obligés de prendre des cours de rattrapage en anglais. À l'université de Stanford, 25 % seulement des étudiants qui s'inscrivirent en 1975 parvinrent à réussir l'examen d'anglais de

cette institution, bien que l'ensemble ait obtenu de bons résultats dans le test d'aptitude scolaire. Dans les écoles secondaires privées, les notes moyennes obtenues dans les tests en mathématiques et en anglais baissèrent de huit et dix points respectivement en une seule année, de 1974 à 1975.

Ces études ne font que confirmer ce que sait tout professeur qui a enseigné dans le secondaire ou le supérieur au cours des dix ou quinze dernières années. Même dans les meilleures écoles du pays, l'aptitude de l'élève à se servir du langage, sa connaissance des langues étrangères, sa capacité de raisonnement, sa réserve d'informations historiques, et sa connaissance des grands classiques littéraires ont subi un processus de détérioration implacable.

Le doyen de l'université d'Oregon affirme : « Ils lisent moins ; ils ne se sont pas suffisamment exercés à penser et à composer un texte. Le résultat, c'est qu'en entrant aujourd'hui dans une salle de classe, on ne peut espérer autant d'un étudiant qu'il y a, disons, quinze ans. C'est une donnée de notre vie professionnelle. » Un professeur de psychologie de l'université de Californie à Los Angeles rapporte que « la presque unanimité des professeurs se plaint de la mauvaise qualité des travaux écrits et des dissertations de leurs élèves et du très grand nombre qui ont besoin de cours de rattrapage ». Un professeur d'anglais de l'université d'Ohio a observé « au cours des trois dernières années, un accroissement du mécontentement des professeurs au sujet du niveau exécration des étudiants de première et deuxième année ». Cela n'est d'ailleurs pas l'apanage de ces derniers. Les moyennes du Graduate Record Examination, test national administré aux étudiants de quatrième année, ont également baissé.



Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les Américains connaissent de moins en moins bien leurs propres droits de citoyens.

Selon une enquête récente, 47 % d'un échantillon représentatif de jeunes de dix-sept ans – donc à la veille de pouvoir voter – ignoraient que chaque État élisait deux sénateurs des États-Unis, fait politique pourtant élémentaire. Plus de la moitié des jeunes de dix-sept ans, et plus des trois quarts des garçons et filles de treize ans interrogés, étaient incapables d'expliquer la signification du cinquième amendement à la Constitution qui donne le droit à tout citoyen de ne pas témoigner contre lui-même. Un jeune de dix-sept ans, sur huit, croyait que le président des États-Unis n'était pas obligé d'obéir aux lois. La moitié des adolescents dans les deux groupes croyaient que c'est le président qui nomme les membres des assemblées législatives. 50 % du groupe des treize ans étaient convaincus que la loi interdisait à quiconque de créer un nouveau parti politique. Seuls quelques très rares membres de l'ensemble pouvaient expliquer quelles actions la Constitution permettait au Congrès d'entreprendre pour empêcher le président d'engager une guerre sans son approbation<sup>4</sup>.

S'il est vrai que les électeurs éduqués sont la meilleure défense d'une nation contre l'arbitraire d'un gouvernement, la survie des libertés politiques semble bien compromise. Un grand nombre de citoyens américains sont, à présent, persuadés que la Constitution permet au pouvoir exécutif de devenir arbitraire ; or, les récents événements politiques, et le renforcement continu des pouvoirs du président, ne peuvent que consolider cette croyance. Qu'est-il donc arrivé à la république à laquelle nos ancêtres ont tant rêvé ? L'école universelle publique, loin de créer une communauté de citoyens qui se gouverneraient eux-mêmes, a contribué à la propagation de

l'abrutissement intellectuel et de la passivité politique. Les conditions historiques particulières dans lesquelles le système d'éducation moderne a pris son essor, permettent d'expliquer cette anomalie.

### *Origines du système scolaire moderne*

Deux raisons présidèrent à la démocratie de l'éducation ; il s'agissait, d'une part, de fournir à l'État moderne des citoyens éclairés et, d'autre part, de former une force de travail efficace. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les considérations politiques prédominèrent ; les réformes de l'éducation allèrent de pair avec l'extension du droit de vote, la séparation de l'Église et de l'État, et l'établissement d'institutions républicaines. Comme ces autres innovations, le système d'école communale tire son origine de la révolution démocratique, qui créa un nouveau type de citoyenneté fondée sur l'égalité devant la loi et sur un gouvernement aux pouvoirs limités – un « gouvernement régi par les lois, non par les hommes ». Selon la théorie de la république exprimée dans les premiers temps, le citoyen modèle saurait quels étaient ses droits et il les défendrait contre les empiétements de ses concitoyens ou de l'État. Les démagogues ne pourraient le bernier et il ne se laisserait pas intimider par l'érudition obscure des sages professionnels. Les appels à l'autorité ne l'impressionneraient pas. Toujours à l'affût du mensonge, il aurait, en outre, acquis une vraie connaissance des motifs réels des actions humaines, des principes de raisonnement critique, ainsi que du langage et de son utilisation ; il serait donc à même de détecter la fraude intellectuelle, sous quelque forme qu'elle se présentât.